ADRESSE
DE LA GARDE-NATIONALE DE MARSEILLE,
AU PEUPLE FRANÇAIS.

Délibérée dans le Conseil-Général du 18 Juin 1790.

FRANÇAIS,

QUAND des ministres coupables asservissaient le royaume, & reculaient, sous des prétextes vains, la tenue des états-généraux, Marseille indignée donna le signal de la résistance, & brisa le premier anneau d'une chaîne qui écrasait le peuple français. Aucune ville, il est vrai, n'avoit été plus long-temps & plus cruellement insultée par le despotisme. Un intendant prévaricateur dévorait le fruit de nos travaux, & trouvait, dans ses déprédations même, le moyen de les continuer avec impunité; des magistrats, livrés à ses passions, punissaient parmi nous jusqu'au murmure de la plainte, & nous calomniaient pour nous asservir. Marseille ne dut son courage qu'à ses longues infortunes. La liberté naquit dans ses murs de l'excès de

l'oppreſſion ; & ſi, comme l'a dit un héros, il eſt des cas où l'inſurrection eſt le plus ſaint de tous les devoirs, jamais inſurrection ne fut plus légitime. Tout le royaume l'applaudit; le monarque même la pardonna. Notre exemple ranima, dans tous les cœurs, l'amour de la patrie & de la liberté ; mais par une fatalité cruelle, le deſpotiſme, chaſſé de toutes les provinces, ſe refugia de nouveau parmi nous. La France entière était libre ; & Marſeille, qui l'avait rappelée à la liberté, gémiſſait dans l'eſclavage, livrée aux vengeances miniſtérielles, aux horreurs d'une inquiſition prévôtale. L'élan du patriotiſme a briſé ſes fers ! La tyrannie expire; ſon aſyle eſt détruit. Pariſiens ! les Marſeillais vous imitent à leur tour ; ils ſe rallient à leurs frères...... & c'eſt dans cet inſtant qu'on les accuſe de vouloir s'en ſéparer.

Oui, français, on accuſe Marſeille de trahir les ſermens les plus ſacrés : d'être infidèle à une nation généreuſe, qui fixe les regards de l'univers ; à des lois bienfaiſantes, qui aſſurent à jamais ſa félicité ; à un roi citoyen, le modèle de tous les rois. On veut qu'oubliant tout-à-coup ſon devoir & ſes intérêts, elle ouvre ſon port à de nouveaux maîtres ; que réſiſtant à la liberté qui l'appèle, elle courbe ſon front ſous un joug odieux, & que pour conſerver des privilèges, que le conſeil des rois ne reſpecte jamais, quand il peut impunément les violer, elle appèle dans ſes murs des princes deſpotes ; & avec eux, la tyrannie des miniſtres, de la ſuperſtition & des préjugés. Marſeille s'uniroit à une nation avilie, contre laquelle elle a prouvé ſouvent ſon patriotiſme & ſa fidélité ; ſur-tout, lorſqu'étouffant les dernières

étincelles d'une guerre civile qui aurait embrasé le royaume, elle se rendit au Grand Henri, & lui arracha par sa soumission ces paroles remarquables : *c'est aujourd'hui que je suis véritablement roi* ! Et c'est un peuple que nous avons repoussé dans les jours de sa grandeur & de sa gloire, que nous choisirions pour maître, aujourd'hui qu'il est dégradé par tous les genres de servitude ! Ah ! les auteurs de cette calomnie, également atroce & absurde, excitent à la fois l'indignation & la pitié : car c'est sur les faits les plus innocens & les plus propres à la démentir, qu'ils osent appuyer leur odieuse accusation.

En effet, si Marseille avoit conçu le projet de se soumettre à une puissance étrangère, ou de former avec la Provence un Etat indépendant, démolirait-elle sa citadelle, dernier asyle qui lui resterait contre les efforts d'un vainqueur ? Détruirait-elle tous les ouvrages qui, dans une extrémité, pourraient être défendus contre les français, maîtres de la ville ? Eh ! qu'est-il besoin pour expliquer sa conduite, de lui supposer des intentions criminelles ? Les approvisionnemens de toute espèce, les munitions de guerre & de bouche entassées dans les forts, les sentimens connus des commandans, leurs discours, leur résistance, leurs préparatifs menaçans ; tout cela ne motive-t-il pas assez les craintes du peuple de Marseille ? Et peut-on le blâmer d'avoir porté sur l'asyle du despotisme, le fer de la liberté. Quoi ! les mêmes sentimens, les mêmes principes, l'horreur de la servitude, l'idolâtrie de la liberté, ont amené les événemens du 14 juillet 1789 & ceux du 30 avril 1790 ! Les Parisiens se sont couverts de gloire en

renverſant la Baſtille, & l'on donne aux Marſeillais l'infâme nom de traitres pour avoir démoli le fort St-Nicolas. Certes! c'eſt abuſer étrangement de la poſition géographique d'une ville, pour calomnier le patriotiſme de ſes habitans. Mais le prétexte de cette atrocité n'en eſt point la véritable cauſe; & puiſque ſes ennemis la cachent, c'eſt à Marrſeille à la dévélopper.

Cette ville a pouſſé le premier cri de la vengeance; elle a dénoncé la première les vices d'une adminiſtration déſaſtreuſe & les crimes des adminiſtrateurs corrompus. Ces dénonciations ne ſont point encore jugées; tous ceux qu'elles incriminent ont donc un intérêt évident à en prévenir l'effet. C'eſt pour cela qu'ils publient que les habitans de Marſeille ſont égares par une imagination en délire; qu'une exaltation coupable eſt le principe de toutes leurs démarches; qu'une indépendence abſolue en eſt l'objet. Ne pouvant ſe juſtifier, ils nous accuſent; ils comptent échapper à l'opinion publique qui flétrit leur conduite, en l'égarant ſur nos ſentimens; au fer des lois qui les menace, en le dirigeant ſur la tête de leurs propres accuſateurs. Marſeille a donc une foule d'ennemis qui trouvent, dans le ſoin de leur ſûreté perſonnelle, des raiſons puiſſantes pour la noircir. La jalouſie du commerce ne lui en attire pas moins.

Depuis long-temps, les franchiſes de ſon port excitent l'envie des étrangers & les réclamations des nationaux; depuis long-temps les négocians d'une province voiſine, veulent partager avec nous le commerce du Levant. Vainement leur a-t-on fait obſerver que ce commerce entraîne après lui

les dangers les plus terribles; que les richeſſes qu'il produit cachent la mort dans leur ſein; qu'il importe de ne pas multiplier les lazarets qui la récèlent, & que la nature & la raiſon, l'intérêt du commerce & de l'humanité, veulent que Marſeille, où les vents & les côtes ordonnent d'aborder, ſoit l'unique centre des liaiſons de la France avec le Levant. L'intérêt perſonnel a des yeux & n'a point d'entrailles; il n'a calculé que les richeſſes des Marſeillais. L'accroiſſement de leur ville, ſon étendue, ſon opulence, ſa population, lui font autant d'ennemis que l'énergie & le courage de ſes habitans. Les ſecours même offerts à la patrie dans toutes les occaſions; ces vaiſſeaux donnés à l'état, qui vont porter dans les deux mondes l'orgueil & le nom du commerce de Marſeille, ſont des torts aux yeux de l'envie; & peut-être trouve-t-elle dans ces preuves glorieuſes de notre patriotiſme, des raiſons ſecrètes pour le calomnier.

Mais, quels que ſoient les efforts de nos ennemis, ils n'altéreront pas (nous oſons l'eſpérer) la confiance que la France entière doit à nos ſentimens. Nous avons juré, nous jurons encore, à la face de l'Être-Suprême, de vivre & de mourir fidèles à la nation, à la loi & au roi, & de maintenir, juſqu'au trépas, la nouvelle conſtitution du royaume. Oh vous! qui, pénétrés des mêmes principes, êtes liés par les mêmes devoirs! vous qui, ſur les bords du rhône & de la loire, avez auſſi conſacré vos épées à la défenſe de la patrie, des lois & du trône; citoyens français de toutes les provinces, qu'un même nœud vient de confondre & de réunir vous auſſi, légiſlateurs

immortels, vers lesquels l'hymne de la reconnaissance s'élève de toutes les parties de l'empire, recevez le serment du peuple Marseillais ! Ne souffrez plus qu'on calomnie parmi vous une ville fidèle, qui vient de vous prouver son respect par un obéissance aveugle à vos augustes décrets. Daignez vous rappeler que Marseille se consoloit de la perte de sa gloire, de son indépendance, des titres fastueux que l'antiquité lui donna, par le seul bonheur d'appartenir à la monarchie française, dans les jours même de son oppression ; & jugez s'il est possible qu'elle veuille s'en séparer, lorsqu'une révolution, à jamais mémorable, rend au peuple sa majesté flétrie, à l'état sa splendeur éclipsée, & à chaque ville du royaume, le bonheur & la liberté sous l'empire des lois.

ADRESSE

De la Garde-Nationale de Marseille, à l'Assemblée-Nationale.

Délibéré dans le Conseil-général du 21 Juin 1790.

NOSSEIGNEURS,

Tandis que les ennemis de Marseille publient contr'elle des calomnies absurdes, au milieu même des représentans du peuple français, la garde-nationale de cette ville, profondément affectée des bruits injurieux qu'on ose répandre, vous présente un nouveau gage de son respect & de sa fidélité. Des circonstances impérieuses ont forcé des citoyens paisibles à s'emparer d'une citadelle qui menaçait, à

chaque inſtant, leur fortune & leur liberté. Entraînés par l'amour de leur patrie & par l'enthouſiaſme du bien public, ils ont porté le fer ſur un ouvrage du deſpotiſme, qui ne l'avait conſtruit que pour les aſſervir ; & cette démarche, innocente par nos intentions, heureuſe peut-être par ſes effets, ſert de prétextes à tous nos ennemis : cependant, NOSSEIGNEURS, les motifs qui nous ont conduits vous ſont connus ; & depuis long-temps les voiles dont le menſonge & la perfidie envelopoient notre conduite, ont été déchirés devant vous par la main de la vérité.

Depuis ce moment, toutes nos actions, toutes nos démarches n'ont-elles pas prouvé la pureté de nos ſentimens & juſtifié le zèle de nos défenſeurs ? On vous avait dit que Marſeille avoit conçu le projet funeſte de ſe ſéparer du royaume, & de former avec la Provence un État indépendant. Les repréſentans des municipalités de cette province, réunis à Brignoles, ſur l'invitation de Marſeille, après avoir juré une fidélité inviolable à la nation, qu'on les accuſe de vouloir trahir, viennent de ſe dévouer, par un pacte ſolemnel, à la défenſe de la conſtitution & au maintien de vos auguſtes décrets. On vous avoit dit que Marſeille voulait ſe donner à de nouveaux maîtres, & qu'elle ne démoliſſait ſa citadelle que pour ouvrir ſon port à des ennemis étrangers ; les Marſeillais, en renverſant le monument de leur faibleſſe & de leur ſervitude, ont ſoigneuſement conſervé tous les ouvrages qui peuvent défendre l'entrée du port & vous en aſſurer la propriété. On vous avait dit que les lois étaient ſans force parmi nous, & que nous oppoſerions une réſiſtance coupable à l'exécution de vos décrets ; l'obéiſſance la plus prompte, la plus reſpectueuſe, a confondu nos implacables détracteurs. On vous avait dit enfin que Marſeille rebèle ſe livrerait aux horreurs de l'anarchie, que les citoyens y ſeroient opprimés par les factieux, l'autorité légitime mépriſée, & les droits les plus ſacrés méconnus : l'ordre eſt établi dans toutes les parties de l'adminiſtration, les magiſtrats ſont chéris, les lois reſpectées, & le bonheur du peuple & la ſécurité de tous les citoyens aſſurent à jamais notre repos & notre fidélité.

Daignez donc, NOSSEIGNEURS, fermer l'oreille à ces inſinuations perfides, à ces menſonges odieux par leſquels

on veut attirer votre colère sur une ville soumise, & répandre parmi nous des sémences de discordes & de haine. Marseille compte parmi ses calomniateurs, ceux dont elle a dénoncé les crimes; ceux dont vous avez arrêté les déprédations; tous ceux que l'égoïsme, l'orgueil, l'intérêt, l'avarice, les passions les plus viles & les plus insensées, arment sans cesse contre une révolution, dont les auteurs immortels pèsent les préjugés dans la balance de la raison; & les abus dans celle de l'équité. Ce sont ces hommes pervers qui veulent diviser pour détruire, ou du-moins opprimer pour se venger, qui cherchent à vous irriter contre une cité fidèle, pour jouir de notre malheur, & noyer le souvenir de leurs pertes dans le sang & les larmes des bons citoyens. Oui, c'est notre patriotisme seul qui nous expose à leur haine. S'ils nous accusent de vouloir nous unir à un peuple d'esclaves, c'est parce que nous sommes armés pour la liberté. S'ils publient que nous sommes rebèles à vos lois, c'est parce qu'ils savent que nous verserons notre sang pour les leur faire respecter; & sûrs de nous révolter par l'atrocité de leurs calomnies, ils veulent nous porter à confondre dans notre haine, ceux qui ont le malheur de les entendre & ceux qui ont l'audace de les propager. Mais, NOSSEIGNEURS, votre justice à notre égard dissipera leurs espérances funestes; & vous publierez que Marseille aurait des ennemis moins cruels, si ses habitans étaient moins attachés à votre sublime ouvrage: la constitution & la liberté.

Nous sommes avec le plus profond respect & la soumission qui convient à des citoyens français,

NOSSEIGNEURS, &c.

A MARSEILLE,
Chez F. BREBION, Imprimeur du Roi & de la Ville.